



## VILLE D'ETAMPES

### ARRÊTE DU MAIRE

N° VI-AR-2026-345

**OBJET : Stationnement interdit ou déclaré gênant.**

**Lieu**

Place de l'Hôtel-de-Ville-et-des-Droits-de-l'Homme,  
aux droits des n°3, n°5, n°7,  
91150 Etampes

**Permissionnaire**

T-TECH  
7, faubourg de la fontaine  
28230 Gallardon

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**VU** la demande formulée en date du 4 juin 2026 par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné doit effectuer le changement des automates dans l'agence BNP PARIBAS située 4 – 6 rue Aristide Briand à Etampes,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette opération, de réglementer le stationnement sur la place visée en objet, les 22 et 23 juin 2026, de 9 heures à 12 heures,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Durant la période susmentionnée, le stationnement sera réservé à l'entreprise T-TECH, sur la place et aux droits visés en objet.

**ARTICLE 2** : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise et entretenue par le permissionnaire.

**ARTICLE 3** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au permissionnaire ;
- A Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- A Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;

Fait à Etampes, le 5 juin 2026

Par Délégation du Maire  
Séverine REVET-PIERRE  
Adjointe au Maire  
En charge de la Voirie



Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le :

11 5 JUIN 2026